



Lettre n°26 du 23 juin 2017

Au sommaire :

- **Quelques enseignements d'une longue séquence électorale...** - *Isabelle Ufferte*
- **Face à Macron, faire vivre la contestation et au syndicalisme de lutte de classe** - *Laurent Delage*

Quelques enseignements d'un longue séquence électorale...

Le premier tour de l'élection présidentielle a soldé les comptes de plus de 30 ans d'alternance ou de cohabitation droite-gauche au service des classes dominantes. Les Législatives ont fini de tourner la page, soldant définitivement les comptes du PS et de LR, tous deux désormais en lambeaux, sans le moindre ménagement pour les perdants. De puissantes rentes de situation se sont écroulées en quelques semaines, bouleversant le paysage politique. Et le jeu de massacre continue.

Ferrand, Goulard, De Sarnez, Bayrou : la farce des « *mains propres* » n'aura guère duré. En trois jours, quatre ministres sur dix-huit ont été contraints de démissionner. Celui de la Cohésion du Territoire, sous le coup d'une enquête judiciaire pour « *favoritisme* » au bénéfice de sa compagne et aux dépens d'une mutuelle et de ses assurés... Puis la ministre des Armées qui a annoncé son forfait en plein salon du Bourget, grand supermarché où elle officiait la veille avec Macron et Dassault, jouant les VPR pour les industriels de l'armement et qui a entraîné dans son sillage les ministres des Affaires européennes et de la Justice, visés par l'enquête sur des emplois fictifs d'attachés au Parlement européen. Parmi eux, l'inénarrable Bayrou chargé par Macron de la « *moralisation de la vie publique* » et de « *rétablir la confiance* »...

Pour Macron, ce goût subi pour « *l'éthique* » et la « *moralisation* » vient à point nommé... l'occasion d'envoyer dans les cordes l'ambitieux et encombrant Bayrou, de finir de se débarrasser du vieux personnel politique et de mettre sa majorité au pas tout en l'ouvrant à de nouvelles têtes. Tandis que la ministre du Travail, visée par une enquête pour favoritisme en tant qu'ancienne directrice générale de Business France dans le cadre de l'organisation d'un voyage de Macron à Las Vegas en 2016, n'a pas l'air de craindre pour sa place...

Macron a une majorité absolue, 308 députés LREM auxquels il faut ajouter les 42 du Modem et tous ceux qui de LR au PS ont d'ores et déjà dit qu'ils voteront la confiance au gouvernement « *pour faire réussir la France* », tel le nouveau groupe « *Les Républicains constructifs, UDI et indépendants* » emmené par Solère, le vieux copain LR de Philippe. Et il pourra en plus compter sur des « *opposants* » ponctuels et néanmoins constructifs qui s'abstiendront... Tout est désormais en place pour engager sans plus attendre l'offensive.

A la place de la prétendue opposition droite-gauche qui brouillait la vue et dont le voile a fini de se déchirer, apparaît aujourd'hui dans toute sa brutalité l'opposition entre le capital et le travail, la lutte de classe, dans un contexte de grande instabilité politique et de profonde révolte d'une fraction de la population. Les 58 % d'abstention au 2^{ème} tour des législatives, plus de 27 millions de personnes sans compter les millions de non inscrits, témoignent d'un rejet inédit de ce système.

Le problème n'est donc pas vraiment de discuter pour savoir si Macron est légitime ou pas, aucun gouvernement de la bourgeoisie ne peut être légitime. Nous avons par contre besoin d'appréhender la nouvelle situation, ses contradictions, pour penser les ruptures et les bouleversements en germe, les possibilités.

Il ne pourra y avoir d'issue sans intervention consciente, sur le terrain de la lutte de classe, du monde du travail, des exploités, de la jeunesse à qui la société ferme toutes les portes. Notre rôle est d'y aider en osant penser l'actualité de la révolution, son processus en développement, sans se bluffer sur l'état du rapport de force, sans auto-proclamation, mais en menant la bataille politique pour reconstruire une conscience de classe.

Nous voulons appeler les travailleurs, les jeunes, à prendre leurs affaires en main, en posant la nécessité d'un

parti des travailleurs et des exploités afin que notre classe se prépare à postuler elle-même à la direction des affaires et de la société.

Bien plus que la continuité de Hollande et Sarkozy, une nouvelle étape de l'offensive du capital

Ce qui se passe ici s'inscrit dans des évolutions internationales qui voient l'offensive des classes capitalistes s'aggraver et se durcir. Les anciens personnels politiques de la bourgeoisie s'effondrent sous le poids de leur mensonge et de leur cynisme. Émerge un personnel politique tout aussi cynique qui assume sans fard l'idéologie libérale dite « moderne » en s'appuyant sur une dégradation des rapports de forces.

La victoire de Macron est ce « triomphe » de l'idéologie libérale sur fond d'abstention majeure, l'illusion de cette couche de personnels d'encadrement et autres « entrepreneurs » petits et grands subjugués par les charmes de l'économie de marché et qui, tant qu'à faire, préfèrent confier les rênes à un ami franc de la finance plutôt qu'à un Hollande la vilipendant pour mieux la servir.

Une note de conjoncture de l'Insee annonçait ce mardi que « *l'embellie économique* » se confirmerait en France et que la « *croissance* » devrait accélérer en 2017 pour atteindre 1,6 %, un niveau « *inédit* » depuis 2011. Une « *relance* » qui n'est que la relance des profits. La même note annonce que le chômage pourrait baisser de 0,6 % sur un an... mais aussi que les créations d'emplois passeraient de 255 000 l'an dernier à 222 000 et elle prévient : « *du côté des ménages, la consommation devrait ralentir* ».

Pour le monde du travail, leur relance, celle des profits, ce sont les annonces de plans sociaux (Michelin, BNP Paribas, Veolia, SFR, Yahoo...), une offensive brutale pour réduire les salaires, les pensions de retraite, les indemnités chômage, la couverture sociale et accroître l'exploitation, la précarité, intensifier et allonger le temps de travail. Une offensive économique combinée à l'offensive idéologique pour assujettir le monde du travail et soumettre ses organisations syndicales dont la plupart se prêtent si bien au « *dialogue social* »... Au nom de la « *guerre contre le terrorisme* », l'état d'urgence va être prolongé et son contenu transféré dans la loi, donnant des pouvoirs spéciaux aux préfets pour surveiller, encadrer et réprimer les travailleurs, la jeunesse, les classes populaires, la population d'origine immigrée, alors que le budget militaire devrait représenter 2 % du PIB en réponse aux exigences de Trump.

Il n'est plus possible aujourd'hui à la bourgeoisie de se masquer derrière quelque discours démocrate ou social. L'offensive est directe, assumée. Et la classe capitaliste fait confiance à Macron pour faire le job. Combien de temps l'affaire sera viable ? Personne ne peut dire mais si on n'en connaît pas le délai, une hypothèse est écrite dans la logique de la situation, à laquelle se prépare la bourgeoisie et une partie du personnel politique, celle d'une dégradation brutale de la situation économique mondiale qui hypothéquera toute solution à la Macron.

Droite extrême et extrême droite, luttes de pouvoir et programme politique pour la bourgeoisie

C'est à cela que cherche à se préparer le Front national et ses différentes factions, ainsi que des bouts de la droite en pleine recomposition, en gérant la crise provoquée par les ambitions rivales déçues. De toute évidence leur heure n'est pas encore venue : pour la bourgeoisie, Macron s'avère aujourd'hui la solution la plus adaptée. Mais il est sûr que si la situation se tend, à plus ou moins longue échéance, les classes dominantes auront besoin d'un parti de droite extrême ou d'extrême droite capable de mettre au pas la classe ouvrière et de museler encore plus la démocratie contre ses organisations. C'est à préparer cette alternance à venir que vont s'employer le FN mais aussi une partie des LR et la droite extrême. Bien difficile de dire qui en prendra la direction mais vu l'abondance de personnel politique cherchant à se recycler, il ne manquera pas de postulants. Et les désaccords sur le programme, présentés aujourd'hui comme inconciliables telle l'attitude à avoir face à l'Euro, se résorberont probablement rapidement pour répondre aux besoins des classes dominantes.

La réponse à cette menace que nourrira la politique de Macron et l'intensification de la crise n'est pas dans on ne sait quel jeu parlementaire mais bien dans la lutte entre le capital et le travail qui porte en germe une autre hypothèse, celle de l'intervention de notre classe sur le terrain social et politique, posant la question du pouvoir et du contrôle de l'économie.

Impasse du nouveau réformisme et du populisme dit de gauche

Les vieux partis issus du mouvement ouvrier se sont effondrés. Leur longue histoire depuis l'OPA de Mitterrand sur les partis issus du mouvement ouvrier au début des années 70, d'abord au sein du PS puis avec le PCF dans « l'union de la gauche », est arrivée à son terme. Le PS s'est brutalement désintégré au bout de longs services rendus, passant des quasi-pleins pouvoirs à tous les échelons de l'Etat à... une grosse vingtaine de députés qui devraient faire un groupe « *ni dans l'obstruction ni dans la robotisation* ». La ruine est totale, dans tous les sens du terme.

Le PCF, satellite du PS depuis le « programme commun » en 1972 et les participations au gouvernement en 1981 et 1997, jouant de son influence au sein de la fraction la plus combattive du mouvement ouvrier pour se mettre au service de l'offensive libérale, a été emporté par le même mouvement. Il vient miraculeusement de sauver 10 élus sous ses propres couleurs, 11 avec Buffet, rentrée au bercail après avoir été soutenue par Mélenchon, la FI, le PG, Ensemble et le PCF. Il constituera un groupe avec les députés ultramarins et sauve bon an mal an un appareil, mais il est défait, vidé de ses militants qui pour certains ont rejoint FI alors que beaucoup d'autres se replient sur la lutte syndicale ou ne sont nulle part.

Mélenchon s'est lui-même dépensé pour accélérer la déroute du PCF, utilisant sans vergogne ses militants ouvriers,

son influence dans les classes populaires, son appareil, ses élus... pour mieux le dépouiller, prendre sa direction à son propre piège de recherche d'alliances pour sauver ses élus. Mélenchon a ainsi réussi son pari, doubler le PC et le PS... mais sur leur ruine.

« *La gauche est morte, vive la gauche* » expliquait Autain le 14 juin à Médiapart, précisant être « favorable à un *dépassement d'Ensemble!* » : « *si La France insoumise devient un mouvement pérenne, c'est une question légitime de savoir si on veut y entrer* »...

Le 20 juin, un communiqué d'Ensemble! appelait à : « *retrouver le chemin du rassemblement et de l'unité, construire dans tout le pays un large front populaire, social et politique, des associations, syndicats et forces de gauche et écologistes en opposition radicale à la majorité gouvernementale. Cela commence par le rassemblement de nos forces à l'assemblée dans un groupe commun* »... Ce sera donc sous le panache tricolore de Mélenchon, qui avait clarifié les choses dimanche : « *Le peuple français dispose à l'Assemblée d'un groupe France Insoumise cohérent, discipliné, offensif [...] avec tous ceux qui veulent le rejoindre et qui sont les bienvenus [...] C'est lui qui appellera le pays le moment venu à une résistance sociale* »...

Mardi devant le Parlement, se disant « *pétri de religion républicaine* », il précisait : « *on va faire le pari de la raison. On va commencer par se dire qu'on peut les convaincre* ». Dimanche il avait expliqué que face au « *coup d'Etat social en préparation* », il allait demander à Macron qu'il utilise « *la voie la plus démocratique en son pouvoir : que le peuple français soit consulté par référendum* »...

Mélenchon prend la pose radicale, promet l'affrontement, mais d'abord sur les bancs de l'Assemblée. Il se réclame de Jaurès, prétend en toute modestie être « *la suite de cette histoire-là qui recommence* »... et s'en va flatter les préjugés nationalistes s'esclaffant à propos du drapeau européen présent à l'Assemblée nationale : « *Franchement, on est obligés de supporter ça ? C'est la république française ici !* »...

« *La gauche est morte* », c'est un fait, et avec elle l'illusion d'une opposition gauche-droite. Une situation qui révolte des militants « *à la gauche de la gauche* », révolte impuissante s'il en est, qui prépare des lendemains douloureux. Mélenchon, lui, a substitué « *le peuple* » et « *la France* » prétendument « *insoumise* » à la gauche... là où seules deux forces s'affrontent : le capital et le travail.

Faire vivre les acquis de la campagne du NPA et de Lutte Ouvrière

La majorité de la direction du NPA est elle-même pour une part désemparée par la situation et par ses propres ambiguïtés. Philippe Poutou est parvenu à « crever l'écran » en se situant sur un terrain de classe, en parlant la voix de la colère du monde du travail, des exploités et de tous ceux révoltés par l'injustice et l'oppression, comme a aussi réussi à le faire, différemment, Nathalie Artaud. Un sentiment de fierté a été partagé par des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes. Et pourtant, le NPA n'a pas été

en mesure de prolonger la courbe, il ne s'est pas donné les moyens de continuer à porter cette révolte dans la suite de la séquence électorale. Alors que nous avons ensemble décidé de présenter une centaine de candidat-e-s, il y en a eu seulement 27, ce qui nous a privés de toute apparition nationale, de la campagne médiatique et... de cohérence. De ce point de vue, les résultats de LO certes très modestes eux aussi, mais supérieurs à ceux de 2012 et parfois supérieurs à ceux du NPA quand nous étions tous les deux présents, sanctionnent la cohérence de leur campagne présidentielle et législative.

Cette réticence à se donner les moyens d'occuper le terrain a pris du sens avec le choix fait par la majorité d'appeler à voter partout FI ou PCF au deuxième tour des législatives après avoir combattu l'appel à voter Lutte ouvrière là où le NPA n'était pas présent au 1er tour. Une politique qui tourne le dos à ce que nous avons porté à la présidentielle.

Dans le dernier numéro de l'hebdo du NPA, Christine Poupin conclut son article en forme d'appel : « *Ensemble, syndicalistes, militantEs politiques, défenseurEs des droits démocratiques, militantEs du climat, antiracistes et féministes... nous devons débattre des moyens de reprendre l'offensive, en construisant et coordonnant nos mobilisations, mais aussi en proposant, à partir de nos luttes le projet d'une société débarrassée du capitalisme, du productivisme, de l'exploitation et de toutes les oppressions. C'est ce que nous proposons de débattre ensemble au plus vite, notamment par des rencontres et réunions unitaires* ». Mais à qui s'adresse cet appel à débattre « aussi » d'un « *projet d'une société débarrassée du capitalisme* », à quelles organisations dont ce serait le programme propose-t-il « *rencontres et réunions unitaires* » ?

Chacun voit que l'ambiguïté paralyse, que la clarification est urgente. Vers qui regardons-nous ? Entre l'impasse d'un « *nouveau* » réformisme et la construction d'un parti des travailleurs posant la perspective de la révolution, il n'y a pas d'autre voie, d'autre politique possible... Il est urgent d'assumer ce que nous sommes et la continuité de la présidentielle avec Philippe Poutou, à partir des acquis de la campagne de l'ensemble de l'extrême-gauche.

Il ne s'agit pas de se bluffer, la pression sociale et politique est très forte, la classe ouvrière peu organisée. Le bilan des trente dernières années, l'effondrement des vieux partis et en particulier du PC, la perte de repères de classe et la montée des préjugés souverainistes pèsent lourd dans la situation. Les bases existent pour reconstruire : la révolte et le profond désaveu du système qui se sont exprimés dans l'abstention record en témoignent, mais de là à une prise de conscience et de confiance de classe, rien ne sera automatique.

D'autant qu'on assiste à une tendance au repli de militants politiques sur l'activité syndicale, espérant trouver un raccourci dans un syndicalisme radical. Mais cela ne peut se substituer à la construction d'un parti des travailleurs. Défendre une politique d'indépendance de classe, lutter contre le dialogue social, créer les conditions pour l'auto-

organisation des travailleurs et leur contrôle sur leurs propres luttes est politique. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer ou critiquer le capitalisme, de résister à l'offensive, mais bien d'inscrire toute notre politique dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société en partant de la réalité de la lutte de classe.

Nous construisons le NPA comme instrument de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires, de

toutes celles et ceux qui se sont reconnus dans les idées défendues par Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, toutes celles et ceux qui rompent avec FI et le PC, les jeunes et parfois moins jeunes qui se tournent vers la contestation sociale et politique.

Isabelle Ufferte

Face à Macron, faire vivre la contestation et un syndicalisme de lutte de classe

Le projet de loi d'habilitation publié par Le Monde confirme l'ampleur de l'attaque voulue par Macron, Philippe et Pénicaud, au-delà des annonces de la campagne électorale. Après ce simulacre de concertation avec les syndicats qui se sont prêtés à cette mascarade, le gouvernement se dépêche maintenant de faire passer ses mauvais coups.

S'il n'a toujours pas communiqué le contenu des ordonnances à ce stade, la loi d'habilitation indique déjà les domaines où il veut s'attaquer aux droits des salariés : liberté plus grande de licencier, remise en cause du contrat de travail avec le CDI lié à une mission, dégradation des règles d'utilisation des CDD et des contrats d'intérim, primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche, etc.

Dans un communiqué, la CGT dénonce, après sa 2ème réunion, le silence du ministère sur « *l'étendue des régressions sociales contenues dans les projets d'ordonnances* » en commentant : « *Le gouvernement n'assume toujours pas sa réforme* »... Il assume au contraire totalement ses mauvais coups et roule des directions syndicales qui font semblant de croire à ce jeu de dupes !

Face à cette situation, des initiatives commencent à se prendre, comme celle d'un appel unitaire lancé par Copernic et rassemblant des syndicats CGT, Solidaires, des partis, etc.

Le 19 juin, à l'initiative du Front Social, des manifestations contre Macron et ses ordonnances ont eu lieu dans une trentaine de villes. Outre les 1000 à 2000 manifestants parisiens devant l'Assemblée nationale, plusieurs centaines se sont rassemblés à Rouen, à Toulouse, à Lyon, à Avignon, près de 1000 à Bordeaux,... montrant une volonté de se battre face au nouveau pouvoir qui se met en place.

Ces manifestations ont rassemblé des équipes syndicales CGT, Solidaires qui a appelé au 19 juin depuis son congrès la semaine précédente, des jeunes des collectifs de lutte nés de la lutte contre loi Travail ou même parfois des réseaux militants plus anciens comme sur Bordeaux, où des liens intersyndicaux issus des blocages de 2010 continuent d'exister. Des militants politiques étaient aussi présents, du NPA, de France Insoumise, de LO tout comme des militants d'associations contre le chômage, les violences policières, etc. Tous étaient là pour dire leur volonté de se battre face au gouvernement qui tente d'étouffer toute contestation en posant au pouvoir nouveau... pour imposer de vieux sales coups patronaux.

Si des militants se sont saisis de l'occasion pour exprimer leur mécontentement face à la politique particulièrement passive, voire complice selon les cas, des directions syndicales, l'enjeu se situe à un autre niveau.

Il est de construire une riposte de l'ensemble des travailleurs, pour imposer nos exigences face à ce gouvernement de DRH et de patrons. Cela commence par rompre avec cette politique du « dialogue social » destinée à paralyser les travailleurs.

Les ruptures politiques qui viennent de s'opérer durant cette longue séquence électorale, contre la gauche institutionnelle et sa politique au service des classes dominantes, touchent aussi les appareils syndicaux, liés aux mêmes institutions et jouant ce rôle de « partenaires sociaux ». Le dialogue social est le pendant des préjugés réformistes sur le terrain politique, et celui-ci se retrouve piétiné aujourd'hui par la brutalité de l'offensive de Macron et des riches. Plus que jamais, il nous faut mener largement la discussion pour faire vivre une politique lutte de classe dans nos syndicats et parmi les salariés.

Les projets du gouvernement : permettre de licencier sans entrave

Le gouvernement a appliqué les lois Larcher sur le dialogue social à la lettre, en réussissant à engluer des directions syndicales consentantes dans 48 réunions bilatérales d'ici au 21 juillet, où Philippe et Pénicaud peuvent souffler le chaud aux uns, le froid aux autres, récolter les demandes du patronat... Bref un vrai terrain de manœuvres ! Et tout cela, sans rien avoir mis par écrit de leurs intentions !

Le Medef se frotte les mains, comme ce proche de Gattaz qui se félicite de cette « *nouvelle méthode constructive. Nous sommes face à une vraie réforme ambitieuse, et qui semble ouverte, ce qui est attesté par le fait qu'il n'y a justement pas de texte sur la table* »... ça peut donc aller très loin pour les patrons !

Les fuites du ministère du Travail, publiées dans Libération et à propos desquelles la ministre du travail porte plainte, montrent pourtant à quoi tous ces gens travaillent et se préparent. Outre les points sur lesquels Macron s'est prononcé durant sa campagne, comme le plafond des indemnités prud'homales, la généralisation des dérogations aux accords de branche ou la fusion des CE, DP et CHSCT, le ministère a d'autres sales coups dans son sac.

Au niveau des contrats de travail, le gouvernement voudrait sortir de la loi les quelques règles concernant les CDD et l'intérim, ce qui rendrait « *négociable* » la durée maximale, le nombre de renouvellements, la période de carence. Déjà que le patronat s'assoit largement sur la loi sur la question des contrats d'intérim, cela annonce une précarité encore plus grande pour la jeunesse en particulier. Concernant le CDI, le gouvernement voudrait aussi permettre aux patrons de remettre en cause la période d'essai, le préavis, l'indemnité et même le motif de licenciement. Déjà en 2015, Gattaz défendait les « *CDI sécurisés* »... pour les patrons, qui prévoient des clauses de licenciement en cas de baisses de profits par exemple. En attendant, la loi d'habilitation parle déjà de mettre en place des contrats de projets, le temps d'une mission ou d'un chantier, qui inscrivent directement le licenciement dès le contrat de travail !

Interrogé sur ces nouveaux reculs qui seraient intégrés dans les ordonnances et qui permettraient aux patrons de faire leurs propres règles sur le licenciement, Philippe a répondu : « *On va discuter. Je ne dis pas que ce sera le cas, je dis qu'on va discuter* ».

Depuis, d'autres fuites sont venues confirmer les pistes du gouvernement, comme protéger un groupe international quand il veut licencier dans une de ses filiales ou permettre à une entreprise de faire un plan de licenciement pendant qu'elle cherche un repreneur... ce qui permet avant tout au patron de licencier pour revendre plus facilement ! Le pré-projet d'ordonnances prévoit aussi de passer le seuil de déclenchement des PSE (plan de licenciement baptisé Plan de Sauvegarde de l'Emploi) de 10 à 30 salariés licenciés sur une période de trente jours. En dessous de ce seuil, plus besoin de proposer des reclassements, des dispositifs d'accompagnement à la recherche d'un nouvel emploi ou des formations ! Bref, tout est fait pour aider les patrons à licencier plus facilement, à précariser l'ensemble des salariés pour les exploiter encore davantage. Et tout ça au nom de la lutte contre le chômage... Cynisme, mépris, tout y est !

En même temps que ces révélations sortent dans la presse, le gouvernement continue de « *concerter* » les directions syndicales, sans écrire ce qu'il compte faire dans le cadre des ordonnances. Face à cette arnaque pure et simple, FO a sorti un communiqué prévenant le gouvernement qu'elle « *n'hésiterait pas à mobiliser contre ce qu'elle considérerait comme une loi travail XXL* »... Mailly a vite précisé les choses en déclarant : « *Nous sommes ouverts et le restons. C'est une concertation constructive, c'est normal que ça avance à petits pas. Pour autant, il y a un moment où il va falloir que nous ayons les textes, et ce serait bien que ce ne soit pas le 19 septembre prochain... Il faudra que nous sachions si nous sommes entendus* »... Quelle audace !

Après la réunion du 13 juin, la CGT a déclaré « *Les salariés ont de quoi se mobiliser !* », dénonçant cette concertation : « *6 heures pour démanteler 120 ans de droit du travail conquis par les luttes sociales, voilà qui est inadmissi-*

ble (...) Le scénario du pire pour l'ensemble des salariés se confirme ». Mais aucune politique n'est avancée pour la lutte, aucune initiative sérieuse, à commencer par le refus élémentaire de se prêter à ce jeu de dupes du gouvernement !

En fait, la direction de la CGT ne veut surtout pas marcher devant, formuler une politique pour construire l'affrontement, bien trop préoccupée à protéger ses positions d'appareil. Dans une récente interview, Philippe Martinez l'explique clairement au journaliste qui lui demande s'il sera la principale opposition au gouvernement : « *Je ne serai pas le leader de l'opposition politique. Tous ceux qui essaieront de nous faire dévier de nos objectifs syndicaux seront mis en échec* ». Quant à la question « *Allez-vous bloquer le pays ?* », il répond : « *Je n'aime pas ces expressions barbares... On n'a pas de bouton rouge pour déclencher la grève générale. Pas d'a priori non plus. Nous sommes à l'écoute. Mais on est plus inquiets après la première réunion qu'avant* »... Cela montre à quel point la direction de la CGT a dû aller bien au-delà de ce qu'elle voulait durant la mobilisation contre la loi Travail.

Mais pour construire un vrai rapport de force capable de faire céder le gouvernement, pour préparer et construire un mouvement d'ensemble, cela signifie au contraire oser contester le pouvoir de la bourgeoisie, des actionnaires sur toute la marche de la société.

Contribuer à regrouper une opposition intersyndicale à la politique du « dialogue social »

Mais les choses sont en train d'évoluer. Dans la CGT par exemple, bien des militants pensent qu'il faut être offensif face à Macron. De même, le congrès de Solidaires qui a appelé au 19 et qui se positionne contre cette mascarade de concertations, va aussi dans le sens d'en finir avec cette politique de Macron, qui roule dans la farine les directions des grandes confédérations.

A partir des réalités locales et aussi politiques, nous pouvons aider à coordonner ces milieux militants qui veulent se positionner dès maintenant pour préparer la riposte et qui se sont saisis de l'occasion du 19 juin pour le dire. Bien souvent, des liens se sont tissés durant les mouvements de ces dernières années, lors des blocages, avec les jeunes, lors de grèves locales, etc.

Face à la gravité de l'offensive, il nous faut maintenir et renforcer ces liens, organiser cette opposition intersyndicale pour qu'elle prenne des initiatives, par exemple à partir des luttes en cours pour construire des convergences à la base et donner aux luttes une dimension plus large. Les luttes chez GM&S ou chez Tati ont de fait une portée dans l'opinion publique et en cela, une portée politique. Face aux menaces qui se profilent dans la filière automobile par exemple, comme c'est le cas pour Ford Blanquefort, des convergences contre les licenciements peuvent se mettre en place et donner confiance dans la lutte. De même, des grèves sont appelées, à l'inspection du travail contre les suppressions de postes, dans les organismes sociaux, dans les transports, etc.

Face à Macron qui veut libérer les licenciements et supprimer les quelques protections et droits qui existent pour les salariés, les travailleurs doivent se faire entendre, dénoncer les politiques patronales qui mettent des régions entières dans la misère, tout ça pour que les profits se portent encore mieux... et qu'un Carlos Ghosn puisse empocher 7 millions de rémunération à Renault et atteindre les 15 millions d'€ avec son salaire de Nissan !

C'est dans ces initiatives et parmi ces équipes syndicales qu'il faut discuter largement de la légitimité de l'interdiction des licenciements, du partage du travail entre tous sans partage des salaires, d'en finir avec la précarité en réclamant un CDI pour tous, etc., et organiser cette opposition intersyndicale en fonction des réalités et des histoires locales.

L'enjeu est d'agir le plus largement possible vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs, agir pour que chaque lutte s'intègre dans la perspective d'une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière. Nous ne sommes pas dans l'auto-affirmation et la question n'est pas de construire une nouvelle organisation, au niveau national et par en haut, comme le propose aujourd'hui le Front Social, avec par exemple son projet de Manifeste. Celui-ci n'est même pas une plate-forme pour combattre cette politique du dialogue social qui n'est même pas citée dans le texte. Par contre, s'il ne dit pas grand-chose sur le plan politique, il conclut sur la référence aux « *jours heureux* », du nom du programme du CNR que Mélenchon tente de recycler aujourd'hui.

Pour préparer les luttes répondant à la situation, nous avons besoin de regrouper sur les lieux de travail les militants combatifs, formuler avec eux une politique de classe dans les syndicats, largement. Ce travail est indissociable de la tâche de construction d'un parti des travailleurs, qui intègre la question sociale et pose le problème du pouvoir.

La question de la riposte est au-delà de la question d'une date à la rentrée, même si le problème se pose bien évidemment. Des dates sans lendemain ou sans réelle politique pour construire un mouvement d'ensemble ne régleront pas la situation. C'est ce que nous avons connu toutes ces dernières années et, là encore, les directions des grandes confédérations ne le veulent pas et se refusent à l'affrontement.

Il n'y a pas d'issue positive pour la classe ouvrière hors du changement de rapport de force, hors d'une lutte d'ensemble face à l'offensive que veut imposer Macron. Celle-ci n'est pas conjoncturelle, elle s'inscrit dans la fuite en avant des classes dominantes pour accaparer toujours plus de profits, dans une concurrence acharnée dont les travailleurs paient le prix fort. Pour défendre même ses intérêts immédiats, la classe ouvrière ne pourra éviter de se poser le problème de changer la société, de remettre en cause « qui dirige ».

Les luttes sociales pour inverser la situation nécessitent l'intervention directe des travailleurs et d'oser contester le pouvoir des classes dominantes et du gouvernement à leur service. En cela, il s'agit de regrouper les militants, les travailleurs qui veulent mener une politique d'indépendance de classe, en rupture avec le dialogue social, et agir pour que les travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts, l'organisation démocratique de leurs luttes à travers des comités de mobilisation, de grèves, des collectifs de lutte, etc. Ce travail militant ne peut se faire qu'en menant de front la construction d'un parti des travailleurs, révolutionnaire, démocratique, posant tous les problèmes sur un terrain de classe, cherchant à élever le niveau de conscience et l'indépendance face aux préjugés réformistes et institutionnels pour construire l'unité du monde du travail dans les luttes.

Laurent Delage